

**No. 42187**

---

**Netherlands  
and  
France**

**Agreement between the Government of the Kingdom of the Netherlands and the  
Government of the French Republic concerning the stay of Dutch Forces in  
France (with annex). Paris, 16 September 1988**

**Entry into force:** provisionally on 16 September 1988 by signature and definitively on 12 September 1990 by notification, in accordance with article 20

**Authentic text:** French

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** Netherlands, 5 December 2005

---

**Pays-Bas  
et  
France**

**Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République française relatif aux séjours de forces néerlandaises en France (avec annexe). Paris, 16 septembre 1988**

**Entrée en vigueur :** provisoirement le 16 septembre 1988 par signature et définitivement le 12 septembre 1990 par notification, conformément à l'article 20

**Texte authentique :** français

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** Pays-Bas, 5 décembre 2005

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

**ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES PAYS-BAS  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE RELATIF  
AUX SÉJOURS DE FORCES NÉERLANDAISES EN FRANCE**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République française, ci-après dénommés "les Parties",

Considérant la Convention entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, signée à Londres le 19 juin 1951,

Sont convenus des dispositions suivantes:

*Article 1*

Le présent Accord fixe les conditions de séjour dans les camps français d'unités néerlandaises.

Des arrangements administratifs conclus au cas par cas entre les autorités compétentes des deux Parties détermineront les modalités pratiques du séjour, en fonction des disponibilités d'utilisation des camps français.

Ces arrangements administratifs devront nécessairement faire apparaître les éléments figurant à l'annexe du présent Accord, qui en fait partie intégrante.

La mise en place des détachements ainsi que le retour sur leurs bases de stationnement font l'objet d'un message préalable.

*Article 2*

La liaison entre les autorités militaires françaises, ou éventuellement civiles, et les unités néerlandaises séjournant aux camps est assurée par un détachement de liaison français, commandé par un officier chargé de présenter aux autorités compétentes les demandes néerlandaises.

Au sein des troupes néerlandaises, un détachement de support, commandé par un officier, est chargé, en liaison avec le détachement français, des formalités de la vie matérielle des unités néerlandaises.

*Article 3*

L'organisation des mouvements terrestres est assurée par l'état-major de l'armée de Terre, division logistique, en liaison avec les autorités militaires néerlandaises.

Les mouvements par voie routière sont réglés, sous la direction de cet état-major, par le général commandant la région militaire concernée. Des formations de police militaire néerlandaise, qui n'ont autorité que sur les forces néerlandaises, sont fournies en appui aux formations françaises de circulation. Les véhicules sont munis du signe distinctif de na-

tionalité, de l'indicatif, des numéros d'ordre et fanions prévus par le commandement français.

Les déplacements ferroviaires sont réglés en liaison avec les services de chemin de fer néerlandais et belges d'une part, et ceux de la SNCF d'autre part, de manière à assurer la continuité des mouvements sur le territoire français. Les opérations d'arrimage des matériels transportés sont effectués par les forces néerlandaises conformément aux conditions prévues par la SNCF.

Les convois peuvent organiser une liaison radio avec leurs postes de commandement aux Pays-Bas dans le cadre de la réglementation interalliée.

#### *Article 4*

Les forces néerlandaises peuvent importer en France, en franchise de droits, leur équipement et des quantités raisonnables d'approvisionnements, matériels et autres marchandises destinées à leur usage exclusif.

Sont dispensées de toutes formalités les importations d'équipement, d'approvisionnement, de matériels et autres marchandises qui accompagnent les unités en déplacement sous réserve que la nature et le volume de ces importations correspondent aux besoins normaux de ces unités.

Lors du passage de la frontière, chaque chef de convoi présente au poste de contrôle un état détaillé du personnel et un relevé, par catégorie, des véhicules, équipements, approvisionnements et matériels transportés. Le franchissement de la frontière, au retour, s'effectue dans les mêmes conditions.

L'admission en franchise des matériels et marchandises importés en France, en dehors des convois militaires, est subordonnée au dépôt, au bureau de douanes, d'une déclaration modèle 302, signée par une autorité militaire néerlandaise habilitée à cet effet.

#### *Article 5*

Le chef du détachement de support se présente, à son arrivée, à l'officier commandant le camp qui lui indique les bâtiments, installations, terrains et champs de tir mis à la disposition des unités néerlandaises. Celles-ci les utilisent dans les mêmes conditions que les unités françaises de passage et conformément aux consignes en vigueur.

Au début et en fin de séjour, il est dressé un état des lieux des bâtiments et installations utilisés par les unités néerlandaises, un inventaire des matériels mis à leur disposition ainsi qu'un procès-verbal constatant l'état du réseau routier des camps susceptibles d'être utilisés par les éléments néerlandais au cours de leurs manœuvres. Ces documents sont signés contradictoirement par le chef du détachement de support ou par un gradé désigné par lui et le représentant des services français compétents. Les pertes et détériorations de matériels et les dommages aux installations dûs à l'inobservation des consignes du camp sont facturés aux autorités néerlandaises.

### *Article 6*

L'officier français commandant le camp est commandant d'armes. Il fait connaître au commandant d'unité néerlandaise les consignes qu'il est chargé de faire appliquer.

Le commandement territorial continue à s'exercer sur le camp pendant le séjour des troupes néerlandaises. Les pavillons de la République française et du Royaume des Pays-Bas y sont hissés conjointement.

Dans l'enceinte du camp, la discipline de l'unité néerlandaise incombe à son chef.

Le commandement français arrête les conditions suivant lesquelles les personnels néerlandais sont autorisés à circuler à l'extérieur du camp, en groupe ou isolément, à l'occasion du service ou en dehors du service.

Des sorties collectives, de caractère sportif ou touristique, peuvent se dérouler à l'extérieur du camp. Elles doivent dans ce cas faire l'objet d'un accord préalable du commandement français local.

Les formations de police militaire néerlandaise n'interviennent pas de leur propre initiative à l'extérieur du camp mais le cas échéant leur concours peut être demandé par la gendarmerie française exclusivement pour maintenir l'ordre et la discipline parmi les membres du détachement néerlandais.

### *Article 7*

Les manoeuvres, tirs et exercices, auxquels se livre l'unité néerlandaise, se déroulent conformément aux consignes permanentes du camp concerné et aux mesures de sécurité applicables en temps de paix pour l'exécution des tirs d'artillerie sol-sol.

Lorsqu'un événement dans lequel est impliqué du personnel ou du matériel appartenant au détachement néerlandais a entraîné des blessures corporelles à quiconque, ou causé des dommages matériels à autrui, les militaires néerlandais du détachement en informent le plus rapidement possible:

- directement la brigade de gendarmerie la plus proche, si l'événement est survenu à l'extérieur du camp;
- le commandant du camp dans le cas contraire. Cette autorité est alors chargée d'alerter dans les meilleurs délais la brigade de gendarmerie compétente.

De plus, si des dommages sont causés pendant ou à l'occasion des manoeuvres ou déplacements, les autorités française et néerlandaise s'en informent mutuellement, dans les meilleurs délais. Sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article 5 in fine ci-dessus, le règlement des dommages s'effectue conformément à l'article VIII de la Convention signée à Londres le 19 juin 1951.

### *Article 8*

Toute demande importante de ravitaillement (carburant, vivres, matériels divers) doit être normalement exprimée deux mois à l'avance auprès des services français compétents.

Les services français assurent:

- le ravitaillement en vivres aux tarifs consentis aux formations françaises en ce qui concerne les denrées qui leur sont habituellement fournies et au prix de revient pour toutes les autres denrées;

- la fourniture d'énergie électrique, le chauffage et l'éclairage facturés normalement selon les quantités consommées, aux tarifs consentis aux formations françaises, ou moyennant une redevance forfaitaire fixée par l'arrangement mentionné à l'article 1 pour l'effectif présent au camp s'il n'est pas possible d'effectuer le relevé des consommations;

- la fourniture d'eau, moyennant une redevance forfaitaire fixée par l'arrangement mentionnée à l'article 1, applicable à l'effectif ayant séjourné au camp;

- la fourniture des matériels de couchage, de camping, d'ameublement et le lavage des effets de couchage, moyennant une redevance forfaitaire, fixée par l'arrangement mentionné à l'article 1 applicable à l'effectif ayant séjourné au camp, ce tarif comprenant la fourniture de draps;

- le lavage individuel et la fourniture des matériels et ingrédients de propreté dans la mesure où l'unité néerlandaise le demande et dans les mêmes conditions qu'aux unités françaises.

Le Service des Essences des Armées fournit les combustibles liquides, carburants et ingrédients pour véhicules contre remise de bons modèle 19 portant la mention "MCLAAA/HOLLAND.MAN-OEU". Celle-ci fait mettre en place, en temps utile, auprès des organismes livranciers, les carnets de bons nécessaires au ravitaillement des unités néerlandaises durant leur séjour au camp et à l'occasion des transports routiers, ainsi que le cas échéant aux formations françaises d'aide à la circulation. Les quantités délivrées sont facturées au prix de cession hors droits et taxes de douanes.

Diverses prestations peuvent être offertes aux gîtes d'étapes prévus par l'arrangement mentionné à l'article 1. L'unité d'accueil établit les factures correspondant aux dépenses et les fait viser par le chef du détachement néerlandais.

Les demandes de ravitaillement qui ne peuvent être assurées par les services français et qui sont satisfaites par les fournisseurs privés sont réglées à ceux-ci par les trésoriers-payeurs des unités néerlandaises en francs français.

#### *Article 9*

Les forces néerlandaises sont autorisées à utiliser leurs moyens propres pour acheminer leur courrier vers les Pays-Bas.

Elles peuvent utiliser également les services postaux français aux tarifs conformes à la Convention postale universelle signée à Rio de Janeiro le 26 octobre 1979.

Le courrier qui parvient à découvert dans les services postaux français à l'adresse de l'unité néerlandaise est acheminé sur le bureau de poste desservant le camp. Il en est pris livraison par le vagonemestre du camp ou celui des troupes néerlandaises dûment accrédité auprès de ce bureau. Les correspondances qui sont déposées par les membres des forces néerlandaises dans les services postaux français, doivent être affranchies avec des timbres-poste français, au tarif intérieur ou international suivant leur destination.

*Article 10*

Les forces néerlandaises utilisent éventuellement les installations téléphoniques du camp dans les mêmes conditions que les troupes françaises. Les communications téléphoniques extérieures sont alors obtenues par l'intermédiaire du central téléphonique militaire dans les conditions prescrites par les consignes du camp.

Les attributions éventuelles de fréquence de manœuvres sont faites par la direction centrale des Transmissions et communiquées en temps utile aux forces néerlandaises.

*Article 11*

En ce qui concerne les aéronefs militaires néerlandais utilisés à l'occasion du séjour des unités néerlandaises, les demandes de survol et d'atterrissement doivent être adressées, en temps utile, par l'Attaché militaire et de l'air néerlandais à Paris selon la procédure en vigueur.

*Article 12*

Des cercles pour les officiers et les sous-officiers néerlandais peuvent être installés pour la durée du séjour. Néanmoins ces personnels sont admis, le cas échéant, dans les cercles français.

Un ou plusieurs points de vente de produits néerlandais peuvent être ouverts à l'intérieur du camp, à l'usage exclusif des personnels militaires néerlandais. En outre, ceux-ci sont autorisés à effectuer des achats au foyer français. Le montant de ces achats est réglé obligatoirement en francs français.

*Article 13*

L'unité néerlandaise assure normalement le dépannage et la réparation de son matériel à l'aide de son propre outillage et de ses mécaniciens.

En cas de besoin, elle peut faire appel aux services du Matériel de l'armée de Terre. Celui-ci ne fournit pas d'équipes de liaison pour accompagner les convois néerlandais et son assistance doit être demandée par l'intermédiaire de la gendarmerie ou des détachements français de circulation routière. Les matériels néerlandais accidentés sont éventuellement transférés dans les établissements du Matériel désignés par le commandement français, en vue de leur évacuation par voie ferrée sur les Pays-Bas, aux frais de l'armée néerlandaise, ou de leur récupération sur place par les soins de celle-ci. Pour les réparations, les établissements du Matériel peuvent mettre gratuitement à la disposition des forces néerlandaises les moyens nécessaires, tels que gros outillage ou engins de levage, mais ne fournissent pas de pièces de rechange.

Pendant le séjour aux camps, l'armée néerlandaise peut utiliser pour ses réparations les installations existantes que le commandant du camp leur attribue.

*Article 14*

La responsabilité pour la sécurité du personnel et des matériels des unités néerlandaises à l'intérieur du camp incombe aux forces néerlandaises en application des règles en vigueur dans l'armée française.

Le Commandement local met à la disposition des unités néerlandaises des armureries pour le stockage de l'armement et des matériels sensibles. La garde de ces armureries est assurée par du personnel néerlandais. La surveillance des parcs à roues et parcs à chars peut être assurée par du personnel non armé. Dans tous les cas, l'intervention au profit d'une armurerie ou d'un parc faisant l'objet d'une menace ou d'une agression est du ressort des forces françaises.

Le transport des munitions ou artifices néerlandais est soumis aux règles applicables au transport des matériels militaires alliés et au transport de matières dangereuses.

Les munitions ou artifices sont entreposés dans des dépôts de munitions désignés par les autorités locales. La garde de ces dépôts est assurée par les forces françaises.

Les conditions de stockage et de manipulation des munitions et artifices, dans leur emballage apte au transport, doivent être conformes à la réglementation française en la matière.

Les forces néerlandaises pourront être autorisées, selon des modalités arrêtées avec les autorités locales, à assurer à l'intérieur du dépôt une surveillance non armée de leurs propres munitions et artifices.

*Article 15*

En cours de mouvement ou pendant le séjour aux camps, les militaires néerlandais atteints de maladies ou de blessures graves sont soignés à l'infirmerie du camp ou évacués sur les hôpitaux militaires, mixtes ou conventionnés. Ils sont alors traités à titre onéreux dans les mêmes conditions que les militaires français. Les demandes de prise en charge doivent être adressées à la MCLAAA/DSF, qui les transmet par acceptation au service de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Paris.

Les militaires néerlandais atteints de maladies bénignes ou de blessures légères pendant leur séjour sont soignés dans les infirmeries du camp concerné, à charge pour le service de Santé néerlandais de les équiper en personnel et médicaments.

Le service de Santé français fournit à l'unité néerlandaise, à titre remboursable, les médicaments et appareils qui pourraient leur faire défaut.

*Article 16*

En cas de décès d'un membre des forces néerlandaises sur le territoire français au cours ou à l'occasion des exercices en France, le décès doit être déclaré à l'officier d'état civil de la commune où il est survenu. Le décès est constaté par un médecin française habilité qui établit le certificat.

Si l'autorité judiciaire française ordonne l'autopsie du défunt, celle-ci est effectuée conjointement par un médecin français désigné par l'autorité judiciaire et par un médecin militaire néerlandais désigné par les autorités militaires néerlandaises, au moment et au lieu fixés par l'autorité judiciaire.

Les autorités militaires néerlandaises peuvent disposer du corps dès que l'autorisation leur en a été notifiée par l'autorité militaire française.

Le transport du corps hors de France est effectué conformément à la réglementation française en vigueur.

Les autorités militaires néerlandaises s'engagent à fournir aux autorités françaises, à la demande de celle-ci, toutes indications sur les opérations de transport dont il s'agit.

#### *Article 17*

A titre de participation aux frais d'entretien et de fonctionnement du camp d'une part, aux dépenses exceptionnelles engagées par le Gouvernement français d'autre part, le Gouvernement néerlandais verse une contribution globale de caractère forfaitaire dont le montant est déterminé par l'arrangement mentionné à l'article 1, pour l'effectif ayant séjourné dans les camps. Le calcul de cette contribution est basé sur les situations journalières certifiées par le commandant du détachement néerlandais et remises à l'officier de liaison français.

#### *Article 18*

Le Gouvernement néerlandais règle en francs français prélevés sur un compte de non-résident ou provenant de la cession de devises sur le marché des changes, par chèque à l'ordre du Trésor public ou par virement au profit de l'Agent comptable central du Trésor public, les dépenses ci-après:

- le prix des fournitures effectuées et des prestations consenties conformément à l'article 8,
- le prix des carburants et ingrédients cédés par le service des Essences des Armées en exécution de l'article 8,
- les taxes téléphonique conformément à l'article 10,
- le coût des prestations du service de Santé des Armées prévues à l'article 15,
- le montant de la contribution prévue à l'article 17,
- plus généralement toutes autres dépenses résultant de l'application du présent Accord, comme par exemple les dégradations des installations, les pertes et détériorations des installations, les pertes et détériorations de mobiliers et matériels (article 5), les prestations de l'arme du matériel (article 13).

Ce règlement donne lieu, après service fait, au versement d'acomptes dont le montant est arrêté en fonction du volume et de la nature des prestations consenties.

Ultérieurement, il est procédé au paiement du reliquat des sommes dues dans les trois mois suivant la demande présentée par la Direction des services financiers du ministère de

la Défense (DSF) à l'Attaché militaire et de l'air près l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Paris.

La demande de paiement revêt la forme d'une récapitulation des sommes dues. Ce relevé est appuyé, soit d'états décomptés, soit de factures ou mémoires.

Ces pièces justificatives centralisées par la DSF sont normalement revêtues d'une mention d'exécution du service ou de livraison de la fourniture apposée par la partie prenante néerlandaise, mention comportant l'indication des nom et grade du signataire.

Les prestations de caractère individuel telles que, par exemple, les repas pris dans les cercles, les consommations dans les bars et foyers, les communications téléphoniques privées sont payées directement par les bénéficiaires en francs français.

#### *Article 19*

Les membres des forces néerlandaises sont considérés au regard de la réglementation française des changes comme des non-résidents en ce qui concerne tant les dispositions relatives aux voyageurs que toutes les opérations réglementées.

Le trésorier-payeur des forces néerlandaises peut, comme tout non-résident, être titulaire d'un compte de non-résident en francs.

Ce compte peut, notamment, être crédité soit du produit de la cession sur le marché des changes de Paris de toutes devises, soit par virement d'un autre compte de non-résident en francs; il peut être débité du retrait de billets de banque français ou étrangers et de tout transfert vers l'étranger effectué sur le marché officiel des changes. Ces mouvements s'effectuent librement.

Les membres des forces néerlandaises peuvent importer et exporter des espèces en francs ou en devises sans limitation. Une déclaration au service des douanes de la frontière est exigée lorsque leur montant excède la contre-valeur de 50 000 francs. Toutefois ces dispositions cambiaires peuvent faire l'objet de modifications, compte tenu de la réglementation des changes en vigueur.

#### *Article 20*

Le présent Accord sera appliqué provisoirement à partir du jour de sa signature et entrera en vigueur à la date à laquelle les Parties contractantes se seront通知ées par écrit qu'il a été satisfait aux procédures constitutionnelles requises à cet effet.

#### *Article 21*

Le présent Accord est applicable uniquement sur le territoire métropolitain des deux parties.

#### *Article 22*

Le présent Accord peut être révisé à tout moment par accord écrit entre les Parties. Il peut être dénoncé à tout moment avec un préavis d'une année.

En foi de quoi les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Paris, le 16 septembre 1988, en deux exemplaires originaux, en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :  
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,  
JONKHEER MAX VEGELIN VAN CLAERBERGEN,

Pour le Gouvernement de la République française :  
Le Conseiller des Affaires étrangères,  
Chef de la mission centrale de liaison pour l'assistance aux armées alliées,  
P. A. GUYOMARD

### Annexe

L'arrangement administratif visé à l'article 1 de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République française relatif au séjour de forces néerlandaises en France comportera notamment des dispositions sur les sujets suivants:

- a) les camps spécifiques dont il s'agit;
- b) les redevances à fixer pour les prestations prévues à l'article 8;
- c) les redevances forfaitaires prévues à l'article 17;
- d) la spécification du général commandant la (ou les) région(s) militaire(s), chargé de régler les déplacements par voie routière;
- e) un tableau de déplacement des unités comme prévu ci-dessous;
- f) Etat des munitions à stocker en emballages admis au transport conformément à l'appendice joint.

Séjour du                    au

PHASES	NATURE DES DETACHEMENTS EFFECTIFS ET MOYENS DATES DE DEPART DATES D'ARRIVEE	ITINERAIRES GITES D'ETAPE ESCALES TECHNIQUES
Détachements précurseurs		
1ère phase	A) Matériels B) Personnel	
2ème phase	A) Matériels B) Personnel	
Départ	A) Matériels B) Personnel	

## MUNITIONS A STOCKER EN EMBALLAGE ADMIS AU TRANSPORT

Classe de stockage	Désignation de la munition	Quantité	Volume	Poids brut	Superficie nécessaire	Poids de matières actives			Total	Observations
						Unitaire	Chargement	Poudre		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

Total classe de stockage

- 1 - Classe de stockage = division de risque + groupe de compatibilité. A répertorier dans l'ordre décroissant.  
1.1C ; 1.1D ; 1.1E ; 1.1F ; 1.2C ; 1.2D ; etc.

2 - Désignation abrégée réglementaire

3 - Quantité à stocker

4 et 5 - Munitions sur palettes pour les dépôts aptes à la manutention mécanisée, en caisses dans les autres cas

6 - Superficie estimée

7 - Poids des matières actives constituant le chargement de la munition (explosif ou autres matières fumigènes ou incendiaires) affectés éventuellement d'un coefficient T.N.T. ou d'un coefficient (cf F.D.S.P.)

8 - Poids de la poudre, du propulseur... affectés éventuellement d'un coefficient (cf F.D.S.P.)

9 - Total = Col 7 + Col 8

10 - Total = Col 9 x Col 3

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC CONCERNING THE STAY OF DUTCH FORCES IN FRANCE

The Government of the Kingdom of the Netherlands and the Government of the French Republic, (hereinafter known as the Parties),

In consideration of the Agreement between the States Parties to the North Atlantic Treaty regarding the status of their forces, signed in London on 19 June 1951,

Have agreed on the following provisions:

*Article 1*

The present Agreement lays down the conditions under which Dutch units may stay in French camps.

Administrative arrangements concluded on a case-by-case basis between the competent authorities of the two Parties shall determine the practical procedures of the stay, as affected by the availability of French camps for use.

These administrative arrangements must always include the items listed in the Annex to the present Agreement, of which it forms an integral part.

The deployment of detachments and their return to the bases where they are stationed shall be addressed in a message sent before the occurrence.

*Article 2*

Liaison between the French military authorities, or in some cases civilian authorities, and the Dutch units staying in the camps shall be provided by a French liaison detachment, commanded by an officer, with the task of presenting Dutch requests to the competent authorities.

Within the Dutch troops, a support detachment, commanded by an officer, shall be responsible, in cooperation with the French detachment, for the formal details of the physical conditions of life of the Dutch units.

*Article 3*

Movements on the ground shall be organized by Army Headquarters, Logistics Division, in cooperation with the Dutch military authorities.

Movements by road shall be controlled, under the direction of this headquarters, by the general commanding the military region in question. Formations of Dutch military police, who shall have authority only over the Dutch forces, shall be supplied as backup to the French formations responsible for traffic. The vehicles shall be equipped with the distinc-

tive badge of nationality, the designator, and the serial numbers and flags stipulated by the French command.

Movements by rail shall be regulated by liaison with the Dutch and Belgian railway services on the one hand and the French railway system SNCF on the other, so as to ensure continuity of the movements over French territory. The operations of securing the materiel to be transported shall be carried out by the Dutch forces, in line with the conditions laid down by SNCF.

The convoys shall be entitled to organize a radio link with their command posts in the Netherlands within the provisions of Allied regulations.

#### *Article 4*

The Dutch forces may import into France, free of duty, their equipment and reasonable quantities of supplies, hardware and other goods intended exclusively for their own use.

No formalities shall apply to the import of equipment, supplies, hardware and other goods travelling with units on the move, provided that the nature and volume of such imports are in line with the normal needs of these units.

Upon crossing the frontier, each convoy leader shall present to the control point a detailed listing of the personnel and an inventory by category of the vehicles, equipment, supplies and hardware being transported. Upon crossing the frontier on the return journey, the same shall apply.

Duty-free entry of materiel and merchandise imported into France other than with the military convoys shall be subject to presentation to the customs office of a declaration, form 302, signed by a duly empowered Dutch military authority.

#### *Article 5*

The head of the support detachment shall present himself upon arrival to the officer commanding the camp who will indicate to him the buildings, installations, ground and firing ranges placed at the disposal of the Dutch units. The latter shall use these under the same conditions as the French units passing through and in accordance with the regulations in force.

At the beginning and the end of the stay, there shall be drawn up a condition report on the buildings and installations used by the Dutch units, an inventory of the materiel placed at their disposal and a report on the condition of the road network within the camps likely to be used by the Dutch units during their manoeuvres. The documents shall be signed by both the head of the support detachment or by a non-commissioned officer assigned by him and by the representative of the competent French services. Losses and deteriorations of materiel and damage to the installations resulting from failure to observe the regulations of the camp shall be invoiced to the Netherlands authorities.

*Article 6*

The French officer commanding the camp shall be the most senior officer. He shall notify the commander of the Dutch unit of the rules and regulations for whose observance he is responsible.

Territorial command over the camp shall remain unchanged during a stay of the Dutch troops. The flags of the French Republic and of the Kingdom of the Netherlands shall be raised together.

Within the confines of the camp, the discipline of the Dutch unit shall be the responsibility of its head.

The French command shall stipulate the conditions under which Dutch personnel are permitted to leave the camp, whether as a group or individually, whether on or off duty.

Collective excursions, of a sporting or tourist nature, may take place outside the camp. In that case, they must have the prior agreement of the local French command.

The formations of Dutch military police shall not act on their own initiative outside the camp, but in certain circumstances their assistance may be requested by the French gendarmerie, exclusively to maintain order and discipline among the members of the Dutch detachment.

*Article 7*

The manoeuvres, firings and exercises in which the Dutch unit participates shall take place in accordance with the standing orders of the camp concerned and with the safety measures applicable in peace-time to the firing of ground-to-ground artillery.

When an event involving personnel or equipment belonging to the Dutch detachment has caused physical injury to anyone, or caused damage to third party property, the Dutch military personnel of the detachment shall notify as quickly as possible:

- directly, the nearest gendarmerie brigade, if the event has occurred outside the camp;
- the commandant of the camp in any other circumstances. That authority is then responsible for alerting the competent gendarmerie brigade as quickly as possible.

Furthermore, if damage is caused during or on the occasion of manoeuvres or movements, the French and Dutch authorities shall inform one another thereof as rapidly as possible. Subject to the specific provisions covered at the end of article 5 above, settlement of the damages shall take place in accordance with article VIII of the Agreement signed in London on 19 June 1951.

*Article 8*

Any major request for resupply (fuel, food, miscellaneous materiel) must normally be submitted two months in advance to the competent French services.

The French services shall ensure:

- resupply of food at the rates applied to the French formations in the case of the foodstuffs that are normally supplied to them and at cost price for all other food-stuffs;
- supply of electrical power, heating and lighting, normally invoiced on the basis of the quantities consumed, at the rates applied to the French formations, or by means of a flat fee set by the arrangement referred to in article 1 for the number of personnel present in the camp if it is not possible to measure the actual consumption;
- supply of water against payment of a flat fee set by the arrangement referred to in article 1 for the number of personnel having stayed in the camp;
- supply of bedding, camping equipment and furnishings, and washing of the bedding, against payment of a flat fee set by the arrangement referred to in article 1 for the number of personnel having stayed in the camp, this rate including the supply of sheets;
- individual washing and supply of cleaning materials and products to the extent that the Dutch unit requests them, under the same conditions as for the French units.

The Armed Forces Fuel Service shall supply internal combustion engine fuels, other liquid fuels, and consumables for any vehicle against presentation of vouchers, form 19, bearing the reference MCLAAA/HOLLAND.MANOEU. The Service shall cause to be distributed to dispensing stations, in sufficient time, booklets of vouchers necessary for resupplying the Dutch units during their stay in the camp and in the course of movements by road, as well as, where appropriate, French formations assisting with traffic. The quantities supplied shall be invoiced at the transfer price excluding customs duties and levies.

Various services may be offered at overnight stops provided for by the arrangement mentioned in article 1. The receiving unit shall draw up the invoices corresponding to the amounts spent and will have them endorsed by the Dutch head of detachment.

The requests for resupply which cannot be met by the French services and which are met by private suppliers shall be reimbursed to the latter by the paymasters of the Dutch units, in French francs.

#### *Article 9*

The Dutch forces shall be authorized to use their own resources to send mail to the Netherlands.

They may also use the French postal service at rates in conformity with the Universal Postal Convention signed in Rio de Janeiro on 26 October 1979.

Mail entering the French postal service with insufficient postage, addressed to the Dutch unit, shall be routed to the post office serving the camp. Delivery will be accepted by the post orderly of the camp or that of the Dutch troops duly accredited with that post office. Correspondence which is posted by members of the Dutch forces into the French postal service must bear French postage stamps, at the domestic or international rate depending on the destination.

*Article 10*

The Dutch forces may if necessary use telephone installations of the camp under the same conditions as the French troops. Telephone calls to the outside will be connected through the military switchboard under the conditions laid down in the rules of the camp.

Any necessary allocation of the frequency with which calls may be made shall be assigned by the central communications management and communicated in sufficient time to the Dutch forces.

*Article 11*

With regard to the Dutch military aircraft used during the stay of Dutch units, requests for overflying and landing must be submitted in sufficient time by the Dutch military and air attaché in Paris, in accordance with the procedure currently in force.

*Article 12*

Clubs for Dutch officers and non-commissioned officers may be installed for the duration of the stay. However such personnel are also admitted, as appropriate, to French clubs.

One or more points of sale of Dutch products may be opened inside the camp, exclusively for use by Dutch military personnel. Furthermore the latter shall be authorized to make purchases from the French messes. Such purchases must under all circumstances be paid for in French francs.

*Article 13*

The Dutch unit shall normally take care of the recovery and repair of its own materiel, using its own tools and mechanics.

If necessary, it may call on the Army Materiel Service. The latter will not supply liaison teams to accompany the Dutch convoys, and its assistance has to be requested through the gendarmerie or the French detachments controlling road traffic. Dutch materiel which has suffered an accident may under certain circumstances be transferred to establishments of the Materiel Service identified by the French command, for subsequent removal by rail to the Netherlands, at the expense of the Dutch army, or in order for it to be picked up by the Dutch army itself. For repairs, the establishments of the Materiel Service may provide the Dutch forces with required facilities without charge, such as major tools or lifting gear, but will not supply replacement parts.

During the stay in the camps, the Dutch army may use the existing installations which the camp commandant assigns to them, for carrying out repairs.

*Article 14*

The safety of the personnel and equipment of the Dutch units within the camp shall be the responsibility of the Dutch forces, who will apply the rules in force in the French army.

The local command shall place at the disposal of the Dutch units armouries for the storage of weapons and other sensitive material. These armouries shall be guarded by Dutch personnel. The parking areas for wheeled vehicles and those for tracked vehicles may be guarded by unarmed personnel. In all cases, action to protect an armoury or a parking area which is under threat or under attack shall be the responsibility of the French forces.

Transport of Dutch ammunition or pyrotechnics shall be subject to the rules applicable to the transport of Allied military materiel and the transport of hazardous materials.

Ammunition or pyrotechnics shall be stored in weapons stores assigned by the local authorities. These stores shall be guarded by French forces.

The conditions of storage and handling of ammunition and pyrotechnics, in packaging suitable for transport, must be in conformity with the relevant French regulations.

The Dutch forces may be authorized, on the basis of procedures drawn up with the local authorities, to provide unarmed surveillance of their own ammunition and pyrotechnics within the storage facility.

*Article 15*

In the course of movements or during the stay in the camps, Dutch soldiers suffering illness or serious injury shall be cared for at the infirmary of the camp or evacuated to hospitals which may be military, mixed or civilian. They will then be treated, against payment, under the same conditions as French soldiers. Requests for coverage of the charges must be sent to MCLAAA/DSF, which will transmit them for acceptance to the Embassy of the Kingdom of the Netherlands in Paris.

Dutch soldiers suffering non-threatening illnesses or minor injuries during their stay shall be cared for in the infirmary of the camp concerned, with the Dutch health service having the responsibility for provision of personnel and medicines.

The French health service shall supply to the Dutch unit, against reimbursement, such medicines and equipment as they may lack.

*Article 16*

In the event of death of a member of the Dutch forces on French territory during or on the occasion of exercises in France, the death must be declared to the registrar of the commune where it occurred. The death shall be confirmed by an authorized French doctor who will draw up the death certificate.

If the French judiciary orders an autopsy on the deceased, this shall be performed jointly by a French doctor assigned by the judiciary and by a Dutch military doctor assigned by the Dutch military authorities, at the time and place specified by the judiciary.

The Dutch military authorities may take control of the body as soon as the authorization to do so has been notified to them by the French military authorities.

Transport of the body out of France shall be performed in accordance with the French regulations in force.

The Dutch military authorities undertake to supply the French authorities, at the request of the latter, with any information on the relevant transport operations.

*Article 17*

As their participation in the expenses of maintaining and operating the camp on the one hand, and in the extraordinary expenses undertaken by the French Government on the other, the Netherlands Government shall pay an overall flat-fee contribution, the amount of which shall be determined by the arrangement referred to in article 1, for the personnel who have stayed in the camps. The calculation of this contribution shall be based on the daily numbers certified by the commandant of the Dutch detachment and submitted to the French liaison officer.

*Article 18*

The Netherlands Government shall pay in French francs drawn from a non-resident account or obtained from the sale of currency on the foreign exchange market, by a cheque to the order of the Treasury or by a bank transfer to the principal accountant of the Treasury the following expenditures:

- the price of the supplies provided and services performed in accordance with article 8;
- the price of the fuel and consumables supplied by the Armed Forces Fuel Service pursuant to article 8;
- the telephone charges in accordance with article 10;
- the cost of the services performed by the Armed Forces Health Service referred to in article 15;
- the amount of the contribution referred to in article 17;
- in general, all other expenditures resulting from the implementation of the present Agreement, such as for example wear and tear on installations, losses and deterioration of installations, losses and deterioration of furniture and equipment (article 5), services from the Materiel Service (article 13).

In line with this provision, after relevant services have been performed, payments on account shall be made, the level of which shall be determined as a function of the volume and the nature of the services provided.

Subsequently, payment shall be made of the remainder of the sums due within the three months following presentation of the request by the Directorate for Financial Services of the Ministry of Defence to the military and air attaché at the Embassy of the Kingdom of the Netherlands in Paris.

The request for payment shall take the form of a recapitulation of the sums due. This listing shall be supported either by detailed statements or by invoices or accounts.

These supporting documents, gathered centrally by the Directorate for Financial Services, will normally bear a notification of the performance of the service or of the supply of the provisions, affixed by the Dutch recipient, and such notification shall indicate the name and rank of the signatory.

Services of an individual character, such as meals eaten in clubs, drinks in bars and messes, or private telephone calls, shall be paid for directly in French francs by the recipients of the services.

*Article 19*

The members of the Dutch forces shall be considered, from the point of view of the French regulations on foreign exchange, as non-residents with regard to both the provisions relating to travellers and to all regulated transactions.

The paymaster of the Dutch forces may, as any other non-resident, hold a non-resident account in francs.

This account may in particular be credited either with the earnings from selling any foreign currency on the Paris foreign exchange markets, or by transfer from another non-resident franc account; it may be debited by withdrawal of French or foreign banknotes or by any overseas transfer performed on the official foreign exchange market. Such movements shall be performed without restriction.

The members of the Dutch forces may import and export cash in francs or other currencies without restriction. A declaration to the customs service at the frontier is required when such sums exceed the equivalent of 50,000 francs. These foreign exchange provisions may be modified, to reflect the foreign exchange regulations in force at any time.

*Article 20*

The present Agreement shall be applied provisionally from the date of its signature and shall enter into force on the date on which the Contracting Parties have notified one another in writing that the constitutional procedures required to this end have been satisfied.

*Article 21*

The present Agreement shall be applicable only on the mainland territory of the two Parties.

*Article 22*

The present Agreement may be revised at any time by written agreement between the Parties. It may be denounced at any time with prior notice of one year.

In witness whereof, the representatives of the two Governments, duly authorized to this effect, have signed the present Agreement.

Done at Paris on 16 September 1988 in duplicate, in the French language.

For the Government of the Kingdom of the Netherlands:

JONKHEER MAX VEGELIN VAN CLAERBERGEN  
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary

For the Government of the French Republic:

P. A. GUYOMARD  
Adviser on Foreign Affairs  
Head, Central Liaison Mission for Assistance to the Allied Armies

## ANNEX

The administrative arrangement referred to in article 1 of the Agreement between the Government of the Kingdom of the Netherlands and the Government of the French Republic concerning the stay of Dutch forces in France shall comprise in particular provisions on the following subjects:

- (a) the specific camps involved;
- (b) the amounts to be specified for the services referred to in article 8;
- (c) the lump-sum amounts referred to in article 17;
- (d) identity of the general commanding the military region(s), responsible for controlling movements by road;
- (e) a table of unit movements, as shown below;
- (f) a statement of the ammunition to be stored in packaging allowable for transport in accordance with the appendix attached.

Stay from              to

PHASE	NATURE OF THE DETACHMENTS MANPOWER AND EQUIPMENT DEPARTURE DATES ARRIVAL DATES	ROUTES OVERNIGHT STOPS MAINTENANCE STOPS
Advance party detachments		
First phase	(A) Equipment (B) Personnel	
Second Phase	(A) Equipment (B) Personnel	
Departure	(A) Equipment (B) Personnel	

## AMMUNITION TO BE STORED IN PACKAGING ALLOWABLE FOR TRANSPORT

Storage class	Description of the ammunition	Quantity	Volume	Gross weight	Area required	Weight of active substance			Notes
						By unit	Charge	Powder	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 11

- |       |   |
|-------|---|
| 1 -   | Storage class = risk division + compatibility group. To be listed in decreasing order:<br>1.IC; 1.ID; 1.IE; 1.IF; 1.2C; 1.2D, etc.  |
| 2     | Standard abbreviated description  |
| 3     | Quantity to be stored   |
| 4 & 5 | Ammunition on pallets for stores offering mechanized handling; otherwise in boxes   |
| 6     | Estimated area  |
| 7     | Weight of the active substances constituting the charge of the ammunition (explosive or other smoke-generating or incendiary material), where appropriate rated in TNT equivalent or by a coefficient (cf. FDSP [Pyrotechnics safety data sheet]) |
| 8     | Weight of the powder, the propellant, etc., where appropriate rated by a coefficient (cf. FDSP)   |
| 9     | Total = col. 7 + col. 8   |
| 10    | Total = col. 9 x col. 3   |

